

Martine Lambert-Charbonnier

Email : martine.charbonnier@paris-sorbonne.fr

Les enjeux de la libéralisation de l'agriculture indienne : l'exemple du blé.

Depuis son entrée à l'OMC en 1995, l'Inde a connu une forte croissance économique et un essor de son industrie et de ses services qui lui ont permis de retrouver sa place parmi les premières puissances mondiales (10^e rang mondial par son PIB selon le taux de change courant mais 4^e rang mondial en parité de pouvoir d'achat après les États-Unis, la Chine et le Japon). La libéralisation de son économie, à laquelle elle s'est engagée, comprend aussi une réforme progressive de son agriculture qui s'ouvre, de manière limitée, au commerce mondial. L'objectif d'autosuffisance atteint par l'Inde grâce à la révolution verte des années 1960 et 1970 se trouve confrontée désormais à la nouvelle logique des échanges internationaux, dans une période où le pays devra relever un grand défi démographique. D'ici 2050, l'Inde aura, selon les prévisions, une population de 1,6 milliard d'habitants, ce qui représente une augmentation de 33% par rapport à 2010. L'agriculture indienne pourra-t-elle augmenter sa production dans les mêmes proportions ? La libéralisation des échanges dans laquelle l'Inde s'est engagée apporte-t-elle une solution à la sécurité alimentaire ? Le secteur du blé, une des céréales les plus cultivées et consommées en Inde, mais aussi la denrée la plus échangée dans le monde, permet d'éclairer ces problématiques.

Depuis les années 1960, l'Inde a fait le pari de l'autosuffisance pour faire face à son augmentation démographique sans recourir aux importations. Le blé, qui vient juste derrière le riz à la fois en termes de production et de consommation est un exemple de la réussite de la révolution verte : entre 1970 et 2000, la production a augmenté de 270%.¹ L'Inde est maintenant le 3^{ème} producteur mondial de blé dans le monde avec la plus grande surface cultivée du monde. La récolte de 2011, particulièrement élevée, d'un peu plus de 85 millions de tonnes, est à la mesure des progrès réalisés lorsqu'on la compare à celle de 1970 qui était de 20 millions de tonnes. L'augmentation est due largement à des progressions de rendement (ils ont triplé entre les années 50 et la fin des années 1990)² grâce à l'irrigation et à l'utilisation de variétés adaptées de blé. Par exemple, le Punjab (20% du blé produit) et l'Haryana, qui ont les plus forts rendements, non seulement profitent d'une humidité fréquente et de la présence de nombreux cours d'eau, mais ils ont aussi tiré parti de l'irrigation, avec près de 90% des eaux souterraines exploitées, par rapport à 32% en moyenne en Inde.³ La bonne récolte de 2011 s'explique aussi par l'usage de semences résistant à la rouille du blé. Pourtant, les défis sont nombreux à relever pour l'agriculture indienne qui devra faire face à une explosion démographique, une hausse probable d'un tiers d'ici 2050. Le changement des habitudes alimentaires devrait aussi donner une place plus importante au blé, par rapport au riz. Or, la production agricole sera loin d'augmenter dans les mêmes

¹ Source FAO donnée par Guay, Jean-Herman ed. *Perspective Monde. Outil Pédagogique des Grandes Tendances Mondiales depuis 1945*. Ecole de Politique Appliquée. Université de Sherbrooke. 23 February 2011. <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/tend/IND/fr/RS.WHE.PROD.PP.MT.html>.

² Pourtant, les rendements restent inférieurs, dans le meilleur des cas, de 25% par rapport aux USA et la tendance récente est à la stagnation. CRN India. *Commodity. Wheat*. India technical analysis of stock markets. February 2011. <http://www.crnindia.com/commodity/wheat.html>.

³GEMDEV. *Quels acteurs pour quel développement ?* Paris : Karthala, 2005

proportions, ce qui amènera l'Inde à devenir un pays largement importateur (de peut-être 12,5 millions de tonnes de blé en 2050).⁴ Or, jusqu'ici, elle s'est montrée réticente à libéraliser ses échanges dans le domaine agricole, et plus particulièrement dans le secteur du blé.

Membre de l'OMC, l'Inde doit organiser la libéralisation de ses échanges selon les clauses définies par les accords sur l'agriculture. Cependant, l'Inde les remet en question et entend bien faire entendre sa voix pour affirmer la défense des intérêts des pays en voie de développement face à un système, selon elle, dominé par les intérêts des pays du Nord, en particulier par les Etats-Unis et l'Union Européenne. La position de l'Inde relève en grande partie du protectionnisme : l'Inde négociait, en juillet 2008 et à la conférence de Genève, des clauses de sauvegarde visant à restreindre des importations menaçant la survie de ses petites et moyennes exploitations agricoles. Elle défend aussi le principe de l'embargo sur les exportations pour les années de sous-production, qui est remis en cause dans nombre d'accords de libre-échange conclus en dehors de l'OMC (par exemple l'ALENA). En outre, elle soutient une politique de stockage, alors que l'OMC préconise les échanges comme moyen moins onéreux d'équilibrer l'offre et la demande.

Aux côtés des autres pays du BRICS, l'Inde remet en cause la libéralisation de l'agriculture initiée avec l'Accord de Blair House en 1994, car elle repose, selon elle, sur une inégalité de traitement entre les pays à fortes subventions et les pays en voie de développement. Auparavant, GATT s'était surtout concentré sur la libéralisation des échanges industriels, autorisant des exemptions et des dérogations pour le marché agricole.⁵ Sous l'influence du courant néolibéral des années 1980 et des pays exportateurs membres du groupe Cairns, l'exception que représentait l'agriculture fut critiquée. Dans l'optique de Dunkel, il s'agissait de permettre une meilleure répartition des échanges entre les pays du Nord et du Sud, de manière à ce que chacun profite de ses avantages comparatifs. Les pays développés devaient ouvrir le marché des denrées agricoles, en échange d'un meilleur accès au secteur des services dans les pays en voie de développement. Le débat dure toujours et le projet, inscrit dans le calendrier de développement de Doha, n'a pas encore abouti et se heurte à de nombreux obstacles.⁶ L'Accord de 1994 fut une étape intermédiaire, un compromis initié par Blair, qui permettait aux pays de protéger et de subventionner leur agriculture, du moment que les moyens utilisés (signalés par la catégorie « verte ») n'allaient pas à l'encontre des lois fondamentales de l'offre et de la demande. Les barrières ayant un fort effet de distorsion sur les échanges étaient remises en question, en particulier les quotas. Les droits de douane et les subventions gouvernementales sur l'ensemble du secteur agricole national devaient être réduites dans chaque pays, selon une procédure fixée. Un régime préférentiel fut mis en place pour les pays en voie de développement, qui devaient libéraliser moins et sur une période plus longue. Toutefois, un nombre important d'exemptions vint infirmer la procédure et même permettre aux pays les plus gros subventionnistes de renforcer leur politique de soutien. A la

⁴ « To meet domestic demand, India will have to increase wheat imports from a meager 300 thousand metric tons (TMT) in 2010 to 12.5 MMT in 2050 ». Weigand, Chad (2011). *Wheat Import Projections towards 2050*. US Wheat Associates. <http://www.uswheat.org>.

⁵ En particulier GATT a accordé des dérogations à l'interdiction des quotas des articles XI et XIII. « A elles deux, ces exceptions ont suffi pour maintenir 'avec succès' l'agriculture hors du GATT. Fondamentalement, elles ont permis aux économies nationales de: subventionner leurs agriculteurs au niveau qu'elles souhaitaient; assurer à la frontière la protection désirée; et exporter l'excédent résultant des politiques de subventions des exportations. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que ce soient précisément les trois domaines visés par l'Accord sur l'agriculture (AsA) du Cycle d'Uruguay. » R. Sharma, *Module 4. L'agriculture dans le GATT : historique*. Dans *Les Négociations Commerciales Multilatérales sur l'Agriculture - Manuel de Référence*, FAO Training Series, 2001. <http://www.fao.org/DOCREP/003/X7352F/X7352F00.HTM>

⁶ Hélène Delorme, « Le volet agricole de l'Uruguay Round : une nouvelle régulation mondiale ? » *Économie rurale*. N°218, 1993. pp. 3-11.

suite des réformes introduites en 1994, les sommes allouées par les pays de l'OCDE à leurs agriculteurs ont globalement augmenté, passant de \$242 milliards par an à \$273 milliards par an entre le milieu des années 1980 et le début des années 2000.⁷ Les chiffres cependant masquent une importante réforme de structure, avec le découplage des subventions de la production. « Twenty-eight percent of the PSE in 2003–05 was decoupled from production and input use, up from 9 percent in 1986–88. »⁸ Dans le cadre de la réforme de la PAC, par exemple, le découplage débouche sur une politique de soutien du revenu paysan, en fonction de nouveaux critères environnementaux et de développement rural, qui doit prendre effet en 2014. Pourtant, selon de nombreuses études, le découplage aurait lui aussi des effets pervers sur la production et les prix, en agissant comme une assurance risque pour les agriculteurs et en leur facilitant l'accès au crédit. Il permettrait à de nombreux agriculteurs de continuer leur production en leur garantissant une sorte de revenu minimum. Aux Etats-Unis, le découplage, dans le cadre du *Fair program*, a continué de favoriser les gros agriculteurs. En outre le système de crédit mis en place par le gouvernement fédéral pour les années de crise peut être interprété comme une subvention qui permet de compenser la baisse des cours.⁹ Le découplage, qui est au cœur de la réforme de 1994, ne permet sans doute pas d'instaurer le libre échange entre les pays, d'autant plus qu'il autorise l'augmentation des sommes allouées à l'agriculture et continue de creuser le fossé entre les USA et l'UE, d'une part, et les pays en voie de développement, d'autre part.

Avec le système des subventions, c'est la rentabilité du secteur agricole qui est mise en cause : les pays développés qui les pratiquent jugeraient-ils que le rapport entre coûts de production et prix ne permet pas de maintenir un niveau de vie suffisamment attractif ? Ce n'est pas l'avis des pays membres de Cairns. Dans l'Union Européenne, les subventions ne sont pas indexées sur les cours des denrées, elles sont donc instituées de manière permanente et pas seulement à titre de sauvegardes. Pour autant, les pays développés souhaitent maintenir ce système, reconnaissant ainsi implicitement l'importance pour eux de la sécurité alimentaire. Dans le cas de l'Inde, la question est d'autant plus vitale qu'elle se conjugue au problème de l'emploi, puisque 50% de la population travaillent la terre, pour un secteur qui compte pour 20% du PIB. Depuis l'émergence de l'Inde dans le concert des grandes puissances économiques, les revenus paysans ont baissé par rapport aux autres secteurs. A la fin des années 1990, ils ont été affectés par la chute des cours mondiaux des denrées. Les effets de telles mutations peuvent être tragiques pour la population paysanne, comme le montre le nombre de suicides de paysans acculés à la faillite, en particulier dans le secteur fortement concurrencé du coton.

Pour favoriser la culture du blé, où l'enjeu de production est crucial, le gouvernement indien s'est lancé, à la fin des années 1990, dans une politique de soutien des prix pour favoriser les paysans et encourager la production. Cette politique passe par les marchés publics et par la politique d'achats massifs de denrées pour constituer de larges stocks. Le prix minimum (*MSP Minimum support price*) est fixé par le gouvernement en fonction d'une évaluation régulière des coûts de production. Dès lors, le prix du blé, négocié avec comme référence le

⁷ Cette augmentation masque une baisse proportionnelle (de 7%) des subventions à l'agriculture par rapport au revenu national, si l'on considère comme critère le PSE (producer support estimate) qui fait une évaluation en termes de transfert de richesse provenant des consommateurs et des recettes des impôts. Ross-Larson, Bruce, ed. « Reforming trade, price, and subsidy policies ». *Agriculture for Development, World Development Report 2008*, The World Bank, 2007. Part II, Chap. 4, p. 97.

⁸ Ibid. p. 97.

⁹ Mary E. Burfisher, Jeffrey Hopkins eds., « Decoupled Payments: Household Income Transfers in Contemporary U.S. Agriculture. » *Agricultural Economic Report No. 822*, 2003. www.ers.usda.gov/publications/aer822/aer822.pdf

MSP, tend à augmenter. Certains critiques de cette politique reprochent la déconnexion du prix domestique des cours mondiaux, ce qui a même amené l'Inde à introduire des subventions à l'exportation à la fin des années 1990. Un autre problème de taille est l'inflation des prix générée par cette politique. Les prix en Inde ont tendance à rester élevés même quand la production est bonne, parce que les négociants privés ne veulent pas rogner sur leurs profits.¹⁰ En outre, le gouvernement utilise peu la libération des stocks pour faire baisser les cours.¹¹

Une conséquence dramatique de cette politique est que le blé est devenu trop onéreux pour le très grand nombre de gens pauvres. « In India, higher domestic procurement prices for wheat have contributed to record domestic grain stocks, which have been released to curb prices. In parallel, the subsidized wheat program has been scaled up. »¹² Le gouvernement a dû introduire des programmes de soutien de la demande, qui permettent de distribuer gratuitement de la nourriture à des populations ciblées. En février 2011, un projet de loi vise à accorder, à 78% de la population indienne, des subventions aux achats de nourriture pour assurer la sécurité alimentaire du pays.¹³ Répondant au puissant lobby agricole au début des années 2000, la politique de prix élevés de denrées se révèle donc fort onéreuse pour le gouvernement. Elle a aussi induit le gouvernement à prendre en charge toute la responsabilité du transport, du stockage et de la distribution des denrées à travers le pays, ce qui équivaut à une nationalisation de la logistique.

Depuis la libéralisation des années 1990, le gouvernement indien s'est engagé dans une politique de subvention, plutôt que d'investissement dans les biens publics. Désormais 75%¹⁴ du budget gouvernemental pour l'agriculture est consacré aux subventions pour une raison qui tient aussi de la politique : elles sont populaires et permettent d'obtenir des partisans pour les élections. Pourtant, cette stratégie est critiquée fréquemment parce qu'elle néglige les biens publics (recherche, infrastructure). Selon le *World Development Report 2008* : « Overall public expenditures on agriculture have remained at approximately 11 percent of agricultural GDP, while the share of subsidies for fertilizer and electricity (see box 4.8) and for support prices for cereals, water, and credit has steadily risen—at the expense of investments in public goods, such as research and development, irrigation, and rural roads. »¹⁵ Le scandale du manque de silos en 2010, qui avait causé la perte de nombreuses récoltes, est le témoignage du manque d'investissement.

L'investissement est aussi nécessaire pour augmenter les rendements agricoles d'autant plus que le facteur environnemental pourrait les mettre en péril dans un avenir proche. Les subventions que le gouvernement accorde à l'électricité, à l'irrigation et aux engrais sont souvent controversées pour leur impact écologique. La politique de l'eau et de l'électricité

¹⁰ Il semble que l'impact du marché des futures soit négligeable sur le prix du blé indien, surtout négocié sur le marché physique. Le gouvernement indien en avait jugé autrement en l'interdisant entre 2007 et 2009.

L'inflation du prix du blé indien serait due en grande partie à la politique gouvernementale d'approvisionnement et de subvention. Dipak Dasgupta, R. N. Dubey, and R. Sathish, *Domestic Wheat Price Formation and Food Inflation in India: International Prices, Domestic Drivers (Stocks, Weather, Public Policy), and the Efficacy of Public Policy Interventions in Wheat Markets*. Department of Economic Affairs, Ministry of Finance. 2011. p. 8-9. http://finmin.nic.in/WorkingPaper/Domestic_Wheat_Price_Formation_Food_Inflation_India.pdf

¹¹ Le gouvernement a toutefois utilisé la politique de libération des stocks entre octobre 2010 et janvier 2011 pour tenter de ralentir l'augmentation du prix du blé (en hausse de 15% dans le monde).

¹² The World Bank. *Food Price Watch*, February 2011 issue.

http://www.worldbank.org/foodcrisis/food_price_watch_report_feb2011.html

¹³ National Advisory Council. *Draft National Food Security Bill, Explanatory Note*. New Delhi, February 21, 2011.

¹⁴ Chiffres de 2002. Ross-Larson, Bruce, ed. « Reforming trade, price, and subsidy policies ». *Agriculture for Development, World Development Report 2008*, The World Bank, 2007. Part II, Chap. 4, p. 115.

¹⁵ Ibid. p. 115.

gratuite ou bon marché, selon les provinces, pour actionner les pompes d'irrigation, est à l'origine de l'augmentation des rendements depuis les années 1990. Cependant, elle conduit à une surconsommation et à un épuisement des ressources d'eau souterraine, surtout dans le Punjab et l'Haryana où les cultures sont les plus intensives. La subvention de l'électricité est très onéreuse puisque dans certains états comme le Punjab elle s'élève à 7% des dépenses publiques.¹⁶ Des mesures visant à améliorer la qualité du réseau électrique défectueux et à en contrôler l'utilisation, pour éviter les abus et les vols, permettrait une véritable politique de développement durable dans le temps. Elle pourrait en même temps éviter les inégalités car ces subventions, bien qu'accessibles à tous, profitent le plus aux paysans les plus aisés qui possèdent eux-mêmes une pompe.

L'Inde a peut-être trouvé une autre solution à ses problèmes d'approvisionnement en blé, en recourant à l'internationalisation de la production. Dans les autres domaines de l'économie, dans l'industrie et les services, cette stratégie date de la fin des années 1990. Dans le secteur de l'agriculture, il est plus récent et semble résulter de la grave crise de 2008, qui avait abouti aux émeutes de la faim dans de nombreux pays. Des grandes sociétés de l'agro-alimentaire et des banques investissent maintenant dans d'énormes terres agricoles bon marché à l'étranger. Le mouvement est encouragé par le gouvernement qui considère que c'est un moyen de préparer l'avenir. Les entreprises y voient une manière de réaliser des profits par l'acquisition d'immenses domaines agricoles à bas prix (700 roupies l'acre en moyenne contre 40 000 roupies dans le Punjab)¹⁷ et le recours à une main d'œuvre bon marché. C'est le cas en Amérique du Sud, dans l'Asie du Sud-Est et aussi dans de nombreux pays africains comme l'Ethiopie et l'Ouganda. Par exemple, l'entreprise Karuturi Ago Products Plc a acquis en Ethiopie 100 000 hectares dans la région de Gambela pour la culture des palmiers, des céréales et des légumineuses sèches.¹⁸ L'Inde joue le jeu du libéralisme en répondant à l'offre de nombreux pays soucieux d'attirer les investisseurs étrangers. L'Ethiopie, en particulier, compte sur le FDI indien pour promouvoir le développement de son économie dans tous les secteurs. Les acquisitions dans le domaine de l'agriculture, cependant, sont fort controversées comme en témoignent les mots qui sont parfois utilisés pour qualifier ces acquisitions : « landgrab » voire « colonialism » évoquant une spoliation.¹⁹ L'étude de Rick Rowden fait la liste des conséquences néfastes de cette libéralisation de la terre pour les paysans éthiopiens : éviction des fermiers des terres qu'ils cultivaient, exploitation de la main d'œuvre, monoculture au détriment de la céréale la plus consommée en Ethiopie, le teff, dont les prix montent, utilisation intensive de l'eau et des engrais qui épuisent les ressources naturelles. Toutefois, l'effet néfaste ou bénéfique de ces acquisitions semble dépendre de la manière dont les gouvernements des pays ont négocié les contrats. Les bénéfices pour le pays ne viennent guère de la rente que rapporte la terre, car elle est louée à un prix très bas. Ils viennent de contreparties concernant les biens publics qui, dans certains contrats, sont négociés par les gouvernements, en particulier l'irrigation et le développement de l'infrastructure. Dans certains cas, l'investissement peut aussi être pourvoyeur de développement de l'emploi et de la production localement, si les agriculteurs locaux font partie de la chaîne d'approvisionnement. En Tanzanie, le projet d'investissement de la banque indienne Yes Bank, de \$150 million pour la production de riz et de céréales, ne passe pas par des acquisitions

¹⁶ Ibid., p. 116.

¹⁷ Rowden, Rick. *India's Role in the New Global Farmland Grab*. Grain & Economics Research Foundation (19 August 2011) p. 11. http://www.grain.org/bulletin_board/entries/4342-india-s-role-in-the-new-global-farmland-grab.

¹⁸ Ibid. p. 7.

¹⁹ Nelson, Dean. « India faces colonialism claims over 'land-grab' in Africa ». *Irish Independent News* (29 June 2009). www.independent.ie.

massives de terre mais par les paysans locaux. Une étude menée par la FAO souligne l'ambivalence de cette libéralisation et de cette internationalisation de la production agricole, qui autorise l'accaparement des terres mais pourrait être aussi une source de développement pour le pays.²⁰

Devant l'immense défi que représente sa croissance démographique, l'Inde devra recourir aux importations, d'ici 2050, pour assurer sa sécurité alimentaire. Aussi, la libéralisation progressive de l'agriculture, à laquelle elle s'est engagée depuis son entrée à l'OMC, semble-t-elle inévitable. Toutefois, si la politique du gouvernement indien reste protectionniste, c'est que les denrées agricoles ne peuvent pas être considérées comme des biens purement commercialisables. L'Inde est soucieuse de protéger et d'augmenter sa production par la mise en place de subventions mais surtout par un prix de soutien, de manière à ce que le blé ne soit pas soumis aux fluctuations mondiales des cours. Le pays craint aussi qu'un recours massif aux importations ne fasse grimper les prix des denrées qu'il aurait à payer sur le marché mondial. D'autre part, l'enjeu de l'emploi est crucial, dans un pays où 50% de la population travaillent à la terre. L'essor considérable de l'industrie et des services depuis les années 1990 a laissé l'agriculture relativement à la traîne, avec une baisse relative du revenu paysan par rapport aux autres secteurs d'activités. Les objectifs de hausse des rendements passent par des investissements de la part des paysans qui augmentent leurs coûts de production et mettent en difficulté financière beaucoup de petites et moyennes exploitations. A ces difficultés, le gouvernement a répondu par une politique de marchés publics et de stockage qui permet de maintenir le blé à un cours élevé. Pourtant, cette stratégie protectionniste a aussi beaucoup d'inconvénients d'ordre écologique et économique. Les subventions accordées pour l'eau et l'électricité ne tiennent pas compte du facteur environnemental et favorisent un épuisement des ressources naturelles. Le manque d'investissements dans les biens publics se traduit par une infrastructure déficiente, par exemple en ce qui concerne le réseau électrique et la capacité de stockage dans des silos. Les prix élevés des céréales, et du blé en particulier, renforcent le phénomène d'inflation dans les autres secteurs de l'économie. En outre, ils rendent les denrées inaccessibles à un grand nombre de gens qui ne pourraient pas se nourrir sans les programmes gouvernementaux de distribution de nourriture. Ils ont aussi l'inconvénient de déconnecter le blé des cours mondiaux et de lui faire perdre sa compétitivité à l'étranger. Cet état des lieux ne remet pas, toutefois, en cause le fondement et les raisons de la politique de l'Inde : il s'agit dès lors, pour elle, de réfléchir sur les modalités de l'aide, de manière à intégrer les défis écologiques et humains de demain et à trouver un compromis satisfaisant entre libéralisme et protectionnisme.

Bibliographie

Barrientos, Miguel, Soria, Claudia ed. *India Wheat Production by Year. Index Mundi*. February 2011.

<http://www.indexmundi.com/agriculture/?country=in&commodity=wheat&graph=production>

Bhalla G. S, Peter Hazell and John Kerr. « Prospects for India's cereal supply and Demand to 2020. » *IFPRI 2020 vision brief* n°63 (1999).

Burfisher, Mary E., Jeffrey Hopkins eds., « Decoupled Payments: Household Income Transfers in Contemporary U.S. Agriculture. » *Agricultural Economic Report* N° 822 (2003). www.ers.usda.gov/publications/aer822/aer822.pdf

²⁰Lorenzo Cotula, Sonja Vermeulen, Rebecca Leonard, James Keeley. *Land Grab or Development opportunity. Agricultural investment and international land deals in Africa*. FAO, IIED and IFAD. 2009.

Cotula, Lorenzo, Sonja Vermeulen, Rebecca Leonard, James Keeley. *Land Grab or Development opportunity. Agricultural investment and international land deals in Africa*. FAO, IIED and IFAD, 2009.

Dipak, Dasgupta, R. N Dubey and R. Sathish. *Domestic Wheat Price Formation and Food Inflation in India: International Prices, Domestic Drivers (Stocks, Weather, Public Policy), and the Efficacy of Public Policy Interventions in Wheat Markets*. Department of Economic Affairs, Ministry of Finance, 2011.
http://finmin.nic.in/WorkingPaper/Domestic_Wheat_Price_Formation_Food_Inflation_India.pdf

Delorme, Hélène. « Le volet agricole de l'Uruguay Round : une nouvelle régulation mondiale ? » *Économie rurale*. N°218 (1993) pp. 3-11.

GEMDEV. *Quels acteurs pour quel développement ?* Paris : Karthala, 2005.

Guay, Jean-Herman ed. *Perspective Monde. Outil Pédagogique des Grandes Tendances Mondiales depuis 1945*.
Ecole de Politique Appliquée. Université de Sherbrooke. 23 February 2011.
<http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/tend/IND/fr/RS.WHE.PROD.PP.MT.html>

Kapila, Uma, N.A. Mujumdar. « Indian agriculture in the new millennium: changing perceptions and development policy ». New Delhi : Academic Foundation, 2006.

Jha, Shikha, P. V. Srinivasan, Maurice Landes. *Indian Wheat and Rice Sector Policies and Implications of Reform*. US Department of Agriculture. *Economic Research Report* 41(2007).

Meijerink , G.W. T.J. Achterbosch. *India's position in agricultural trade liberalization. The puzzle of protection. Strategy & Policy Brief* #14. 2009.

Modwel, Suman. *L'agriculture indienne face à l'Organisation Mondiale du commerce. Rayonnement du CNRS* n° 47 (mars 2008) pp. 19-26.

Nagarajan, S. « Can India produce enough wheat even by 2020? » *Current Science*, vol. 89, n° 9 (2005) pp.1467-1471.

National Advisory Council. *Draft National Food Security Bill, Explanatory Note*. New Delhi, February 21, 2011.

Ross-Larson, Bruce, ed. « Reforming trade, price, and subsidy policies ». *Agriculture for Development, World Development Report 2008*, The World Bank, 2007. Part II, Chap. 4, pp. 96-117.

Rowden, Rick. *India's Role in the New Global Farmland Grab*. *Grain& Economics Research Foundation* (19 August 2011). http://www.grain.org/bulletin_board/entries/4342-india-s-role-in-the-new-global-farmland-grab.

Sinha, Aditya ed. « Wheat support price hiked by Rs115/qtl, pulses by up to Rs700 », *Daily News and Analysis India*. 25 October 2011. http://www.dnaindia.com/money/report_wheat-support-price-hiked-by-rs115-qtl-pulses-by-up-to-rs700_1603276

Sharma, R. *Module 4. L'agriculture dans le GATT : historique*. Dans *Les Négociations Commerciales Multilatérales sur l'Agriculture - Manuel de Référence*. FAO Training Series, 2001. <http://www.fao.org/DOCREP/003/X7352F/X7352F00.HTM>

The World Bank. *Food Price Watch*, February 2011 issue. http://www.worldbank.org/foodcrisis/food_price_watch_report_feb2011.html.

Weigand, Chad. *Wheat Import Projections towards 2050*. US Wheat Associates, 2011. <http://www.uswheat.org>.

Articles de presse

Nelson, Dean. « India faces colonialism claims over 'land-grab' in Africa ». *Irish Independent News*. 29 June 2009. www.independent.ie.

Press Trust of India. « India lifts ban on wheat exports ». *Deccan Herald*. Jul 16, 2011

Rajkumar ; Tony. « OMC : l'Inde défend ses petits agriculteurs et tient tête aux pays développés. » *Aujourd'hui l'Inde*. 29 July 2008. <http://inde.aujourduilemonde.com/>

Swaminathan, M. S. "The wheat mountains of the Punjab." *The Hindu* May 11, 2011.